



Dimanche, 8 décembre 2013

Destinataires : Membres du Conseil Economique, Social et Environnemental de Bretagne

Mesdames, Messieurs,

Le CESER doit exprimer un avis mardi 10 décembre sur le pacte d'avenir proposé par l'Etat. Au nom des dizaines de milliers de personnes qui se sont rassemblées le 2 novembre à Quimper et le 30 novembre à Carhaix, nous demandons aux membres du CESER de s'associer aux revendications des Bretonnes et des Bretons qui veulent vivre, décider et travailler en Bretagne.

Notre collectif oeuvre pour le maintien de l'emploi et du travail productif en Bretagne, ainsi que l'aménagement et l'équilibre du territoire breton, en intelligence avec les populations concernées.

La première exigence de ces dizaines de milliers de Bretonnes et des Bretons est le maintien de la gratuité de nos routes et la suppression de l'écotaxe. Or, le "Pacte d'avenir" ignore cette demande légitime. Par ailleurs, les Bretonnes et des Bretons veulent en finir avec les distorsions de concurrence et le dumping social. Ils veulent libérer les énergies et relocaliser les décisions en Bretagne.

L'enveloppe claironnée de 2 milliards est une escroquerie intellectuelle. Le pacte mêle les aides de l'État, de l'Europe et des collectivités bretonnes et additionne des financements déjà acquis et des prêts, qui seront à rembourser.

La Bretagne, comme vous devez le savoir, est pourtant loin d'être favorisée par la République. Preuve en est l'enveloppe du FEADER qui représente 3,8% du total français pour 12% de la production agricole française. Notre région ne bénéficie que de 4,7% de l'augmentation du budget français du FEADER contre 11% pour l'Auvergne, 13,5% pour la région Midi-Pyrénées.

Les Bretons méritent autre chose que ce pacte griffonné dans l'urgence par des cabinets parisiens. La Bretagne doit préparer sereinement son avenir par une réelle et sereine concertation entre tous les acteurs économiques, sociaux et culturels. Ce pacte se présentant comme une mise sous tutelle inamicale du destin du peuple breton, les Bretonnes et Bretons ne peuvent en conséquence le considérer comme une contribution utile.

Aujourd'hui, grande est la responsabilité du CESER de Bretagne alors qu'une page nouvelle de l'histoire de la Bretagne est en train de s'écrire. Un avis favorable sur le "pacte d'avenir", même assorti de réserves, ferait apparaître le CESER comme une institution complaisante, coupée des préoccupations et des espoirs populaires.

Par cette lettre, nous vous demandons d'entendre les demandes des Bretonnes et Bretons, et de tout mettre en oeuvre pour que ne soit pas adopté ni signé ce "pacte d'avenir".

Le premier ministre français, Jean-Marc Ayrault, ne doit plus agir dans la précipitation ni dans la fébrilité. Il doit donc reporter son déplacement en Bretagne prévu initialement le vendredi 13 décembre. La Bretagne se construira par une réelle concertation entre tous les acteurs économiques, sociaux et culturels bretons. Laissons le temps à la société bretonne de bâtir un texte et un projet qui puissent avoir l'assentiment du plus grand nombre. Le Collectif « Vivre, décider et travailler en Bretagne » s'y attelle.

Nous vous prions d'agréer, Mesdames, Messieurs, nos salutations distinguées.

Thierry Merret, Olivier Le Bras, Jean-Pierre Le Mat et Christian Troadec
pour le **Collectif « Vivre, décider et travailler en Bretagne »**